La situation sécuritaire et humanitaire au menu du 6ème sommet de la CIRGL

PANA, 10 juin 2016 Le Burundi parmi les pays au menu d'un prochain sommet sur la Région des Grands Lacs à Luanda Bujumbura, Burundi - La situation sécuritaire et humanitaire difficile du fait de la crise politique au Burundi, mais aussi en République démocratique du Congo, en Centrafrique, au Soudan du Sud et en République du Soudan, sera, entre autres, au menu du 6ème sommet ordinaire des chefs d'Etat des 11 pays membres de la Conférence internationale pour la paix dans la Région des Grands Lacs (CIRGL) prévu le 14 juin prochain, à Luanda, en Angola, a-t-on appris, vendredi, de source diplomatique à Bujumbura.

Les chefs d'Etat examineront encore les candidatures au poste de nouveau secrétaire exécutif de l'organisation, on lire dans un communiqué transmis vendredi à la PANA, depuis le siège central à Bujumbura du secrétariat général de l'organisation. Lors du précédent sommet de janvier dernier, toujours à Luanda, le Burundi s'était fait représenter par son premier vice-président de la République, en charge des questions politiques et sécuritaires, Gaston Sindimwo. L'absence d'un quorum suffisant avait empêché la tenue effective du sommet et l'élection d'un nouveau secrétaire exécutif de l'organisation, en remplacement du Congolais Ntumba Luaba, en fin de mandat depuis décembre dernier. Une réunion préparatoire précédera le 6ème sommet, au niveau des Chefs d'Etat-major généraux, des ministres de la Défense et des Affaires étrangères, entre le 10 et le 12 juin 2016, sur différents rapports sectoriels. Les ministres de la Défense recevront les rapports du "Mécanisme conjoint de vérification élargi" (Mcve), du "Comité des experts militaires" qui a mené une évaluation des besoins militaires en République centrafricaine (Rca) du 10 au 15 mars 2016. Les mêmes ministres plancheront sur le rapport des "Garants" (Nations unies, Union africaine, Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs, Communauté de développement de l'Afrique australe) de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la Région. D'un autre côté, les ministres des Affaires étrangères adopteront le rapport de la Commission du "Comité interministériel régional" (Cimr) tenue le 11 février 2016 à Luanda et suivront un exposé sur le rapport des ministres de la Justice ainsi que des informations actualisées sur la mise en œuvre de l'Initiative régionale sur les ressources naturelles (Irrn). Les mêmes ministres suivront un exposé sur le rapport de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu auprès de la Région des Grands Lacs la réunion ministérielle sur l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération tenue à Addis-Abeba, en janvier 2016, ainsi que le rapport de la "Conférence sur les investissements dans le secteur privé", tenue à Kinshasa, la capitale congolaise, en février 2016, conclut le communiqué.